



UQÀM

INSTITUT D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

WWW.IEIM.UQAM.CA

Le point de vue de Sami Aoun
Le Liban

À son centenaire 1920-2020, le Liban et au 76^e anniversaire de son indépendance en 1943, le pays du Cèdre est le théâtre des manifestations les plus massives et transcommunautaires de son histoire postindépendance et depuis la fin de la guerre civile.

Ce phénomène est qualifié de Hirak ou Thawra révolution atypique : apparenté aux révoltes du Printemps arabe connu qu'il est sans leadership clair, ni organisation disciplinée. Ce qui rend l'espace arabe un lieu de laboratoire pour la transition démocratique et l'édification d'un État de droit. Pour le moins ce phénomène révolutionnaire marque une cassure dans la culture libanaise et a des conséquences irréversibles. Il formera un bloc de pression sur les perspectives d'avenir eu égard particulièrement à l'émergence de l'identité civique trans confessionnelle. Tout au moins, la formule de Gramsci prend son sens : l'ancien meurt et le nouveau ne peut pas naître.

Deux lectures interprétatives tentent de saisir la crise libanaise actuelle : une privilégie le décryptage des dynamiques sociales internes et les prises de conscience de cette crise par les acteurs locaux et les activistes de la société civile ou ceux des acteurs communautaires et des décideurs. Sans toutefois souligner ou dénoncer les interférences extérieures. Plutôt leur compréhension consiste à mettre en relief les dossiers citoyens revendicatifs.

L'autre interprétation y voit surtout et en premier le rôle des acteurs internationaux et régionaux qui prennent le pays comme un terrain de jeu et confrontation dans le contexte de la confrontation entre les États-Unis et leurs alliés internes et régionaux (Israël, Arabie saoudite et autres) d'une part et leurs puissances rivales alliées de l'Iran. Le centre de ce bras de fer (ou guerre de procuration) sur le territoire libanais n'a qu'un objectif est celui du désarmement de Hezbollah, le parti lié organiquement au régime clérical islamique chiite iranien et à qui il paye allégeance idéologique ferme et qui en profite de son appui

Sami Aoun, Ph. D., professeur titulaire à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, directeur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et membre de l'IEIM.

financier et militaire. Se pensant visé, le Hezbollah s'engage dans un rôle contre révolutionnaire dénoncé par les contestataires.

Une troisième interprétation reste possible, même elle s'impose comme plus éclairante qui par une approche inter sectionnelle et pluridisciplinaire rendrait mieux compte de la connexion entre le local et le régional et l'international dans cette révolution libanaise.

Au-delà de la spontanéité et du complot, du déni et du dénigrement ce mouvement revendicatif et révolutionnaire a toutes ses raisons de crier la colère de la population contre l'impotence de la classe dirigeante, le fléau institutionnel de la corruption, le népotisme et les inégalités économiques d'un État rentier et un régime oligarchique. Il est surtout un cri de cœur éthique. De ses mérites on note le déclenchement d'un débat citoyen dans des agoras ouvertes dans les places publiques qui nourrissent l'espoir de redéfinir l'identité nationale et imaginer une vision démocratique libérale pour un État de droit.

À regarder le profil de la majorité des contestataires, on dénote la montée de l'individualisme au détriment de la solidarité communautaire ou sectaire et le suivisme clanique. Des jeunes dans une moyenne d'âge de la vingtaine et la trentaine, scolarisés et sécularisés et qui forment des tranches post guerre civile avec un fort attachement à la paix civile et un vouloir manifeste de se rallier autour du seul drapeau libanais, symbole de leur patriotisme et la consolidation de l'entité du pays naguère perçue comme précaire. Encore un début du rejet partiel des valeurs patriarcales par un féminisme avant-gardiste audacieux et respectable. Plus encore d'une ambition judicieuse pour que l'identité citoyenne soit le vecteur identitaire principal et non l'identité confessionnelle, de s'émanciper de l'enkystement des confessions et de faire tomber la polarisation verticale (musulmans-chrétiens) versus la solidarité horizontale (riches –pauvres). Ce sont des indicateurs sérieux tant attendus de l'avancement de la consolidation de l'État Nation à l'heure de l'effondrement des utopies du panarabisme et panislamisme et de plans de partition des pays du Proche-Orient.

En tout cas, les contestataires se sont imposés par leur créativité artistique et imaginative, leurs graffitis, leurs slogans mobilisateurs, le climat carnavalesque pacifique.

La crise financière au Liban se traduit en bref par le fait que l'économie est largement dollarisée. Par contre elle ne produit pas de dollars américains, par le fait que ses importations sont à la hauteur de 80% d'importations. En revanche, ses exportations ne dépassent pas les 20%. Ce qui le met au troisième rang mondial des pays endettés. Ce qui est derrière le manque de la devise américaine sur les marchés. En plus de la dilapidation éhontée des fonds publics : le nombre des fonctionnaires du secteur public dépasse les trois cent mille personnes au moment où les besoins se chiffrent à moins de cent mille. Le filet

social s'est encore rétréci avec un taux de pauvreté qui touche les 30 %. La préoccupation des instances monétaires, notamment la Banque centrale, se veut continuellement de garantir la stabilité et la parité du taux d'échange de la livre libanaise (1500 livres pour un dollar). En plus de maintenir un taux d'intérêt de plus de 12% sur les dépôts en livres libanaises et plus encore de 8% sur les dépôts en dollars américains, ce qui est une entrave majeure pour les secteurs de la production et la hausse du taux du chômage à 25 % et le blocage du marché d'emploi devant les gradués et les diplômés. Le coût du service de la dette des dépenses du budget atteint 38 %.

La révolte libanaise est-elle prise en otage par les enjeux régionaux et internationaux ?

En lien avec les dimensions géopolitiques, la crise au Liban se comprend par la pression maximale imposée par l'Administration Trump sur l'Iran, monétaire, et l'encerclement diplomatique depuis qu'elle a décidé son retrait de l'entente nucléaire. Par ce fait le Hezbollah libanais, fleuron de l'expansion iranienne redoutée par ses détracteurs est directement visé puisqu'il figure sur la liste des groupes terroristes et qu'il a des activités de blanchiment d'argent. Les sanctions américaines contre le système bancaire libanais ciblant le Hezbollah sont un facteur aggravant de la crise libanaise. D'ailleurs, les sanctions américaines ont eu raison de la banque libanaise Jammal Trust. D'où cette propagande des médias de Hezbollah contre les manifestations, les accusant de conspiration avec la politique américaine et sioniste pour affaiblir la Résistance islamique. Que cette insoumission a pour intention voilée de bloquer les routes de son ravitaillement en armement acheminé par le corridor terrestre liant Téhéran à la région de domination du Hezbollah sur le littoral libanais de la Méditerranée malgré le fait que les meneurs de ce HIRAK révolutionnaire ont écarté presque totalement de leurs slogans des demandes de désarmement du Hezbollah et n'ont pas mis son rôle dans la détérioration des conditions de vie par son encouragement d'une économie parallèle et sa mainmise sur les passages frontaliers illégaux et par les conséquences négatives de son rôle dans l'assassinat de l'ancien premier ministre sunnite Rafic Hariri de son de sa guerre de 2006 avec Israël, son invasion de la capitale Beyrouth contre les quartiers à majorité sunnite en 2008 et son implication militaire contestée au Liban et ordonnée par Téhéran dans la guerre en Syrie pour défendre le régime Assad . En plus de la pression politique meurtrière exercée par les activistes de Hezbollah contre ses détracteurs pour avancer les intérêts de l'Iran.

Les manifestants n'ont fait que réclamer au Hezbollah de retirer sa protection des dirigeants corrompus et ont dénoncé son mutisme à leur égard pour rien d'autre que les contraindre à ne pas débattre du sort de ses armes et de faire prévaloir que le monopole de la violence devrait être le seul droit des forces légales et non pas de la milice pro-iranienne.

À titre comparatif, la Révolution au Liban est restée pacifique. Heureusement, l'Armée libanaise s'est engagée prudemment à la fois à veiller à la sécurité des manifestants, tant que cela est possible, et en même temps garantir la liberté des déplacements des citoyens.

Pistes de sortie souhaitées

Cette révolution pacifique a réactivé le débat autour d'un nouveau contrat social au sein des élites et au niveau populaire libanais sur les perspectives de la déconfessionnalisation d'un régime sclérosé et d'ouvrir la voie vers un État de droit, civique et non confessionnel. Ce qui remettra en question la source de légitimité du système en place qui se fonde sur les accords de Taïf conclus en 1989 et intégrés dans la Constitution qui ont pour effet la répartition des quotas au pouvoir selon des considérations confessionnelles musulmanes et chrétiennes. Même le débat citoyen a déclenché l'éventualité de l'unification des statuts personnels qui sont des privilèges institués des communautés religieuses chrétiennes et musulmanes.

En d'autres termes, l'enjeu pressant se résume par le dilemme de rénover le régime libanais et non pas le reproduire et donc qu'on n'apporte qu'un vernis de modernisation. La question restera en entier sur les moyens pertinents et selon un échéancier raisonnable de sortir de l'État défaillant à l'État Providence qui renforce la sécurité sociale, de celui de l'État rentier à la société productive qui garantit la prospérité de sa population.

Ce qui est encore incontournable reste le débat espéré et qui n'a pas pris tout le sérieux mérité à ce moment dans la Révolution : Quel statut devrait avoir l'État du Liban sur l'échiquier du Moyen-Orient? Serait-il celui de l'alliance ou de la neutralité positive au sein des rivalités et des entrechoques entre les puissances internationales et régionales ? La résilience de la démocratie libérale en dépend largement.